

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 146 - VENDREDI 15 JUIN 2012

Le vote Mélenchon du 22 avril n'a pas disparu

Dur, ce premier tour d'élection pour les militants du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon perd son combat face à la fille Le Pen, le Front de gauche ne peut espérer au mieux que 10 députés (9 PCF et apparentés et un PG). Il perd 4,3% sur l'élection présidentielle considérée pourtant comme l'élection la plus difficile. Pour la première fois le score de la législative est moins bon que celui de la présidentielle.

Deux questions m'interpellent. Avons-nous pris toute la mesure des effets du quinquennat et de l'inversion du calendrier votés par l'Assemblée nationale en 2001 ? La législative est devenue une élection de second ordre, le taux record d'abstention le démontre. Pour nos concitoyens, le débat politique a eu lieu lors de l'élection présidentielle, le reste s'apparente à une question technique, celle de donner une majorité pour le Président élu. C'est la raison pour laquelle il est difficile de privilégier l'élection législative sur la présidentielle tant cette dernière guide tout.

Deuxième interpellation, le score de la législative inférieur au résultat de la présidentielle, comment pouvait-il en être autrement ? Lors de la présidentielle nous avons un Front de gauche qui s'ouvrait aux citoyens, à de nouvelles organisations dont la FASE. Une animation de campagne collégiale, un candidat excellent qui, tout en portant la radicalité, n'était pas issu d'une culture PCF, l'ensemble de ces éléments et d'autres ont contribué au bon résultat. Il en est allé différemment pour ce 1^{er} tour d'élection législative ; 85% des candidats issus du PCF, une campagne menée le plus souvent dans un espace réduit, laissant sur la touche les immenses forces militantes mobilisées quelques semaines avant. Rien de surprenant qu'en l'absence de la plus-value qu'apporte la diversité, tout cela se termine par un score médiocre, légèrement supérieur à celui réalisé par le PCF en 2007.

Le vote Mélenchon du 22 avril n'a pas été capitalisé dimanche, il n'a pas pour autant disparu, les hommes et les femmes rassemblés constituent le ferment des résistances futures et de la recomposition d'une gauche anticapitaliste. Le Front de gauche a pour vocation de devenir majoritaire, il peut le devenir à la condition expresse qu'il ose s'ouvrir à toutes les forces, organisées ou pas, de la critique et de la transformation sociales, c'est à ce prix qu'il deviendra en France une idée neuve.

Le temps nous est compté. L'élection passée, la recomposition politique à droite va s'accélérer. Le FN ambitionne de devenir LA DROITE, et sur fond de crise économique et financière, l'affrontement entre le peuple et le capital aura bien lieu, d'où la nécessité d'un pôle de résistance et d'une force d'avenir.

● Bernard Calabuig

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Hier, l'Autrichienne proposait de la brioche aux manifestants. Aujourd'hui, elle tweeterait...

AGENDA MILITANT

→ 15 au 24 juin

Roubaix [Usine des mémoires](#)

→ 22 juin

Paris [Chypre, créons ensemble notre avenir commun](#)

→ 23 juin

Paris [Assises des collectifs pour un audit de la dette - Meeting Grèce](#)

À LIRE SUR
[communistesunitaires.net](#)

→ **Démocratie, Pouvoir**

[Le capitalisme, le festival de Cannes et nous, Pierre Zarka](#)

Syrie : engrenage de la répression et de la militarisation ou solution politique et pacifique ?

La répression massive par le régime syrien de toute forme d'opposition, la militarisation de certaines forces d'opposition semblent faire obstacle à toute évolution politique et diplomatique pour une Syrie démocratique et indépendante. La tuerie récente de Houla réactive l'idée d'une intervention militaire régionale ou internationale, tandis que de nombreuses voix alertent sur la spirale de la violence.



Une troisième voie pour la Syrie ?

Pour Cerises, Alain Gresh apporte un point de vue documenté (1).

Voici un discours qui tranche avec la pensée dominante, venant d'un pays qui compte sur la scène internationale et, de plus, démocratique. Dans un entretien au quotidien *Le Monde*, Antonio Patriota, le ministre des Relations extérieures du gouvernement brésilien de Dilma Rousseff, tente de faire entendre la voix de la raison ("Brasilia défend le dialogue avec Damas en vue d'une transition politique" (2)).

Question : **Avant sa venue à Brasilia, en février, Catherine Ashton, la haute représentante de l'Union**

européenne aux affaires étrangères, avait tenu des propos assez durs, vous demandant de choisir entre Assad et le peuple syrien...

« Nous choisissons toujours la diplomatie et la paix, les solutions qui entraînent le moins d'instabilité et le moins de danger pour les civils. C'est pourquoi nous avons lancé un débat au Conseil sur la "responsabilité en protégeant" (responsability while protecting) lors d'une action de protection. Même lorsque le Conseil autorise une intervention soi-disant pour protéger les civils, l'histoire n'est pas finie. Il faut que l'action menée sous ce mandat soit responsable et se

tienne aux paramètres de la résolution du Conseil. »

Vous pensez à l'intervention en Libye ?

« Je pense à la crédibilité du Conseil de sécurité. Parce que si l'on ne respecte pas le mandat du Conseil, cela peut créer une situation où chacun fait ce qu'il veut. Ce n'est pas pour cela que les Nations unies ont été créées. »

Le Brésil, mais aussi l'Afrique du Sud ou l'Inde, tiennent à peu près le même discours. Et s'inquiètent des appels à une intervention étrangère, appels qui ●●●

(1) Animateur du blog *Nouvelles d'Orient* (<http://blog.mondediplo.net/-Nouvelles-d-Orient->), auteur, avec Dominique Vidal, des *Cent clefs du Proche-Orient*, Pluriel-Fayard, 2011.

(2) http://www.lemonde.fr/international/article/2012/05/30/brasilia-defend-le-dialogue-avec-damas-en-vue-d-une-transition-politique_1709442_3210.html

●●● se sont multipliés après les massacres, notamment celui du village de Houla.

Bien sûr, il existe une guerre de propagande autour de la Syrie et on peut douter de certaines informations colportées par les médias occidentaux sans aucune vérification. Mais ces mensonges sont parfois utilisés pour présenter la politique du régime sous un jour favorable, pour nier les informations crédibles sur la répression de manifestants pacifiques, sur l'usage systématique de la torture, sur les milices confessionnelles (lire As'ad AbuKhalil, "Some Questions on the Houla Massacre... and Beyond")⁽³⁾.

L'aventure survenue au journaliste belge Pierre Piccinin, avec qui j'avais débattu des mensonges médiatiques sur la Syrie ⁽⁴⁾, est : lui qui critiquait la couverture de la crise syrienne par les médias occidentaux a été arrêté à Homs. Après avoir passé six jours dans les prisons du régime, où il a assisté à la torture de dizaines de prisonniers, il est revenu sur ses positions ("Un chercheur belge emprisonné en Syrie raconte 'l'Enfer sur Terre'")⁽⁵⁾.

Il est important d'insister sur le fait qu'il est possible de faire un bon travail de journaliste, y compris à partir de Damas : lire Patrick Cockburn, "Long War Looms. Syria After the Massacre"⁽⁶⁾, ou les informations données par le correspondant de la BBC Paul Danahar. Mais elles pèsent peu dans le paysage global.

Quelques données doivent être rappelées sur ce conflit. La révolte en Syrie est née des trois mêmes causes qui ont

provoqué, du Maroc à l'Irak, des mouvements de contestation :

- le refus d'un régime autoritaire, de l'arbitraire total de l'État et de ses services de répression, de la banalisation de la torture ;

**La révolte
en Syrie est née
des trois mêmes causes
qui ont provoqué,
du Maroc à l'Irak,
des mouvements de
contestation : le refus
d'un régime autoritaire,
l'ampleur de la corruption,
le poids de la jeunesse**

- l'ampleur de la corruption - l'ouverture économique (largement encouragée par l'Occident) ayant abouti à l'accaparement des richesses nationales par une mafia autour du chef de l'État -, la richesse ostentatoire d'une petite caste contrastant avec une pauvreté qui accompagne le désengagement de l'État (voulu aussi par les conseillers occidentaux) ;

- le poids de la jeunesse. La génération la plus nombreuse de l'histoire qui arrive à l'âge adulte dans les pays arabes et qui, bien que mieux éduquée, ne dispose pas des moyens d'une insertion sociale - du travail, mais pas seulement, également l'exercice des responsabilités - à la hauteur de ses aspirations.



La réponse du pouvoir a été une brutale répression contre des manifestants pour l'essentiel non-violents et qui avaient souvent surmonté les divisions confessionnelles et nationales (Arabes-Kurdes). Cette violence étatique a favorisé l'apparition d'un mouvement d'autodéfense, mais aussi la militarisation de certains pans de l'insurrection. En réponse à l'instrumentalisation des minorités par le pouvoir s'est développée une mobilisation communautaire sunnite, encouragée par l'infiltration de groupes armés venus du Liban et d'Irak, mais aussi de combattants d'Al-Qaïda, comme le reconnaissent désormais même les pays occidentaux les plus hostiles au régime. Dans plusieurs régions, le conflit s'est transformé en lutte armée et en guérilla, prenant un tour confessionnel. Il est ironique de voir que les pays occidentaux qui condamnent régulièrement la violence palestinienne contre l'occupation israélienne défendent cette même violence en Syrie.

Parallèlement s'est développé, sur certaines chaînes satellitaires arabes (notamment saoudiennes), un discours anti-chiite et anti-alaouite, la minorité à laquelle appartient le président Bachar Al-Assad) radical, présentant le conflit comme une guerre théologique. ●●●

⁽³⁾ Al-Akhbar English, 31 mai, <http://english.al-akhbar.com/blogs/angry-corner/some-questions-houla-massacreand-beyond>

⁽⁴⁾ <http://blog.mondediplo.net/2012-03-14-Syrie-medias-et-mensonges>

⁽⁵⁾ Franceinfo.fr. <http://www.franceinfo.fr/monde/un-chercheur-belge-emprisonne-en-syrie-raconte-l-enfer-sur-terre-625547-2012-05-24>

⁽⁶⁾ Counterpunch, 28 mai 2012, <http://www.counterpunch.org/2012/05/28/syria-after-the-massacre/>.

●●● Ce discours est encouragé par les dirigeants du Golfe, notamment ceux de l'Arabie saoudite, qui craignent la propagation du printemps arabe (et écrasent le soulèvement populaire au Bahreïn), voyant dans l'Iran la menace principale. Cette propagande est en phase avec la stratégie américaine et israélienne d'isolement de Téhéran, qui n'a rien à voir, bien sûr, avec l'instauration de la démocratie en Syrie.

La menace principale qui pèse désormais sur la Syrie, mais aussi sur la région - dont le Liban, et notamment le nord du pays et la ville de Tripoli -, est l'extension d'une guerre confessionnelle.

Dans ce contexte, que penser des appels à l'intervention militaire - dans le cadre de l'ONU, comme le souhaite le président François Hollande ou même en dehors, comme le suggère Susan Rice, la représentante des États-Unis à l'ONU ? Je n'évoquerai pas ici les palinodies de Bernard-Henri Lévy, l'homme qui est entré dans Gaza (7) en décembre 2008 sur un char israélien, la seule question étant de savoir pourquoi les responsables politiques (et les médias) continuent à le prendre au sérieux...

Mentionnons, tout d'abord, le fait que le bilan des interventions militaires étrangères est rarement positif. Celle des États-Unis en Irak en 2003 a durablement détruit le pays et il faudra des décennies pour le reconstruire (le 31 mai, de nouveaux attentats à Bagdad, à peine évoqués dans la presse internationale, ont tué 17 personnes). Celle des États-Unis en Afghanistan, cette fois sous l'égide des Nations unies, est un fiasco et le pays sera, lors du départ des Occidentaux, encore plus ravagé qu'après le retrait soviétique. Et ne parlons pas du Kosovo ou de la Somalie... Bien sûr, ce n'est pas une règle absolue et, pour remonter

dans l'Histoire, on aurait pu soutenir une intervention française ou britannique aux côtés de la République espagnole en 1936. On peut aussi penser que le renversement du régime khmer rouge par l'armée vietnamienne en 1978 - bien que condamné par les Occidentaux, qui obtinrent pendant des années que les Khmers rouges gardent leur siège aux Nations unies - fut positif.

La réponse du pouvoir a été une brutale répression contre des manifestants pour l'essentiel non-violents et qui avaient souvent surmonté les divisions confessionnelles et nationales (Arabes-Kurdes). Cette violence étatique a favorisé l'apparition d'un mouvement d'autodéfense, mais aussi la militarisation de certains pans de l'insurrection.

Donc, une règle générale - il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre, comme disait un ancien président socialiste (François Mitterrand dans une interview au *Point*, en 1993) -, mais aussi parfois des exceptions.

Que faire en Syrie ? Est-il vraiment nécessaire d'expliquer à quel point une intervention militaire occidentale (même

si elle obtenait l'aval de l'ONU, ce qui est peu probable) serait une catastrophe, entraînant une guerre confessionnelle à l'intérieur et sur le plan régional - l'Irak, mais aussi l'Irak et sans doute le Hezbollah libanais, se rangeant aux côtés de Damas ? Une telle issue aggraverait de surcroît les tensions entre chiïtes et sunnites dans toute la région - ces tensions ne sont pas, comme on peut le lire ici ou là, «naturelles» : les portraits de Hassan Nasrallah ornaient toutes les boutiques du monde arabe, toutes confessions religieuses confondues, après la résistance du Hezbollah face à l'armée israélienne en 2006 (8).

Alors, rien faire ? Peut-on être contre l'intervention militaire tout en combattant la dictature (Bassam Haddad, "The idiot's guide to fighting dictatorship in Syria while opposing military intervention ?") (9) ?

Il est de bon ton de moquer la mission menée par l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, en la présentant comme un échec. Dès le départ, nombre de pays occidentaux (dont la France) et d'États du Golfe ont affirmé qu'elle ne pouvait pas réussir et n'ont rien fait, c'est le moins qu'on puisse dire, pour la soutenir. Ce qui a incité les groupes armés en Syrie - qui sont extrêmement divisés - à ne pas se conformer, eux non plus, aux demandes de cessez-le-feu (le régime a lui-même violé ses engagements). Au lieu de faire pression de concert sur Damas et sur les combattants rebelles, les Occidentaux et la Russie ont développé des stratégies contradictoires. Pourtant, le bilan n'est pas totalement négatif (lire l'entretien de l'opposant Haytham Manna au *Figaro*, 1^{er} juin)(10).

●●●



(7) <http://blog.mondediplo.net/2009-01-10-Liberer-les-Palestiniens-des-mensonges-de-Bernard>

(8) Hassan Nasrallah, dirigeant libanais du Hezbollah (Ndrl)

(9) Jadaliyya, 20 janvier 2012, <http://www.jadaliyya.com/pages/index/4065/the-idiots-guide-to-fighting-dictatorship-in-syria>

●●● Dans un entretien donné au quotidien *Le Monde* (28 mai), Robert Mood, chef de la mission de supervision des Nations unies en Syrie, explique que « seuls les Syriens ont la clé d'une issue pacifique » (11).

Il note toutefois : « A plusieurs endroits, nous avons enregistré des progrès au niveau local. Nous avons réussi à établir des liens entre les entités locales du gouvernement et de l'opposition, à faire respecter des cessez-le-feu et à résoudre des litiges entre les deux parties, notamment par des échanges de détenus. » Mais il précise : « En clair, l'outil politique que la mission des Nations unies représente dépend totalement de la bonne volonté de tous les acteurs syriens à cesser toute violence et à évoluer vers un dialogue politique. Ce qui ne semble pas se matérialiser pour l'instant. »

Et c'est là où il faut que les grandes puissances, pas seulement celles qui

**Une intervention
militaire occidentale
(même si elle obtenait
l'aval de l'ONU,
ce qui est peu probable)
serait une catastrophe,
entraînant
une guerre
confessionnelle
à l'intérieur
et sur le plan régional**

sont membres du Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi des pays comme

le Brésil ou l'Inde (qui ont maintenu leurs relations diplomatiques avec le régime), puissent agir pour obtenir non seulement l'extension de la mission, mais aussi l'amorce d'un processus politique sans lequel il n'y a pas de sortie de crise possible. C'est une voie très étroite, mais toutes les autres précipiteraient le peuple syrien, et la région, vers l'abîme.

● Alain Gresh

(10) <http://www.lefigaro.fr/international/2012/05/31/01003-20120531ARTFIG00817-manna-pour-moscou-bachar-el-assad-n-est-pas-sacre.php>

(11) http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/05/28/selon-m-mood-seuls-les-syriens-ont-la-cle-d-une-issue-pacifique_1708359_3218.html

Prendre la mesure d'une situation complexe

À partir d'extraits d'un entretien et d'un chat, deux autres points de vue complémentaires : celui de Georges Corm, économiste et historien libanais, qui présente l'intrication des causes de la situation syrienne, et celui de Rony Brauman qui explique pourquoi il considère que « L'expédition lybienne a ruiné la "responsabilité de protéger" ».

Dans l'entretien réalisé pour *L'Humanité* par Pierre Barbancey avec **Georges Corm** sur la Syrie (1), celui-ci revient d'abord sur les "printemps arabes", « qui se sont pratiquement déroulés d'Oman jusqu'à la Mauritanie, ont inspiré aussi différents mouvements européens contestant le néolibéralisme, les politiques d'austérité, la montée du chômage, la précarité de l'emploi des jeunes... On a eu là un très beau moment où les deux rives de la Méditerranée se sont mises à l'unisson pour contester des pouvoirs en place. » G. Corm évoque les causes locales de la situation syrienne, rejoignant les trois raisons citées par Alain Gresh dans

l'article ci-dessus, auxquelles s'ajoute un niveau régional « avec des interventions extrêmement brutales de la part du Qatar, de la Turquie et de l'Arabie saoudite. Des pays qui entendent donner des leçons de démocratie au régime syrien ! Enfin, le niveau international où brusquement la Chine et la Russie se révoltent contre l'instrumentalisation du Conseil de sécurité de l'ONU par les États-Unis et leurs alliés. À ce moment-là, la bataille pour la Syrie devient emblématique d'une volonté de briser l'unilatéralisme américain, européen et des pays de l'Otan dans la gestion de la planète. Donc, la situation syrienne devient extrêmement compliquée », ce qui

l'amène à considérer qu'il n'y a pas de solution en Syrie actuellement.

A cette intrication de niveaux s'ajoute la disparité des forces d'opposition : d'une part « l'opposition dite de l'intérieur, qui est constituée de très nombreux militants de la première heure opposés au régime, qui ont pu faire parfois plus de dix ans, quinze ans ou vingt ans de prison, tel l'ancien dirigeant communiste Riad Al Turk qui a passé dix-huit ans en isolement. Cette opposition intérieure ne se laisse pas prendre dans les filets des diplomates occidentales, comme le fait l'opposition de l'extérieur. » Opposition vis-à-vis de laquelle G. Corm ●●●

(1) <http://www.humanite.fr/tribunes/498175>

●●● est très critique : « *L'opposition externe est composée de réfugiés politiques ou tout simplement de Syriens établis à l'étranger qui ne se sont pas – pour certains – directement frottés à la rugosité du régime puisqu'ils étaient dehors, et qui se sont tout de suite laissés prendre dans les filets, notamment de la diplomatie turque puis de la diplomatie française (...). Et vous avez des Frères musulmans et des personnalités très hétéroclites, dont souvent on entend parler pour la première fois, qui n'ont pas vraiment de passé politique. Vous avez un Observatoire des droits de l'homme qui s'est mis en place à Londres et qui n'est pas directement sur le terrain.* »

G. Corm replace la Syrie dans le carrefour stratégique qu'est le Moyen-Orient. Sur le plan économique, « *le plus grand réservoir d'énergie du monde* » est l'objet de l'affrontement d'intérêt de la Russie et de la Chine d'une part, des États-Unis et des Européens d'autre part. Sur le plan politique, G. Corm pointe l'importance géographique, politique, militaire de la région pour les Occidentaux par rapport à Israël, à l'Iran, entre autres, ainsi que pour des régimes tels que ceux de l'Arabie saoudite et du Qatar. Les uns et les autres convergent de fait pour « *confisquer les révolutions* », en instrumentalisant le religieux, et favorisant même les mouvances de type Frères musulmans et fondamentalistes qu'ils dénoncent par ailleurs, car ceux-ci « *ont donné plus d'un signal aux gouvernements occidentaux sur le fait qu'ils n'étaient pas hostiles à l'Occident. Ils ne parlent pratiquement pas de la question palestinienne, de la souffrance des Palestiniens. Ils sont très souvent néolibéraux en matière de doctrine économique.* » D'où « *cette alliance qui est en train de se cimenter très fortement : Arabie saoudite-Qatar, États-Unis-Europe et forces islamiques diverses sur le terrain dans les pays qui ont connu des révolutions.* »

Rony Brauman a été de ceux qui ont émis le plus de réserves sur l'intervention étrangère en Lybie. En mars dernier, dans un chat du Monde en ligne⁽²⁾, à propos de la Syrie, il se disait « *convaincu qu'une telle intervention aggraverait la situation bien plus qu'elle ne l'arrangerait.* »

Il préconisait de « *maintenir de façon à la fois patiente et tenace une pression sur les dirigeants syriens, mais également une pression sur l'opposition armée, de façon à les conduire vers une autre phase du conflit, qui serait plus politique, c'est-à-dire faite de négociations et de compromis. Les premiers responsables des violences, ce sont évidemment Bachar Al-Assad et son entourage. Mais la militarisation de la rébellion a, je pense, aggravé les tensions, entraîné une spirale ascendante des affrontements et des violences, et c'est cela qu'il faut tenter de saper. Intervenir militairement ne serait que poursuivre cette spirale ascendante. Ce sont donc toutes les autres options qui doivent être retenues, c'est-à-dire condamnation politique, rétorsions économiques, envoi de délégations, et en particulier de délégations provenant de pays proches de la Syrie, comme la Russie et la Chine. Et d'ailleurs, il faut relever que ces deux derniers pays semblent évoluer dans leur position. Sans doute parce qu'ils sont embarrassés par l'image extrêmement négative que projette sur eux leur défense acharnée de ce régime indéfendable.* » Rony Brauman revient ensuite sur ce qu'il intitule « *la "facture diplomatique" de la Libye, c'est-à-dire l'utilisation abusive, voire humiliante, de la résolution 1973, autorisant l'usage de la force pour protéger la population de Benghazi. L'OTAN est passée du bouclier de Benghazi à l'attaque de Tripoli et au renversement du régime. Cette interprétation très extensive de la résolution 1973 a eu des conséquences, puisque ceux qui s'étaient abstenus se sont sentis, à juste titre, totalement floués. C'est le prix de cet*



Paris, 1^{er} mai 2012. © Esteffe, Photothèque du mouvement social

abus qui est aussi réglé, d'une certaine manière, aujourd'hui.

La responsabilité de protéger, telle que cette formule a été adoptée par les Nations unies en 2005, a été à la base de la résolution 1973 dont je parlais précédemment. L'abus extravagant qui en a été fait me semble avoir durablement compromis toute possibilité de l'utiliser une deuxième fois. Donc il me semble que les avocats de la responsabilité de protéger l'ont menée à sa tombe dans leur expédition libyenne.

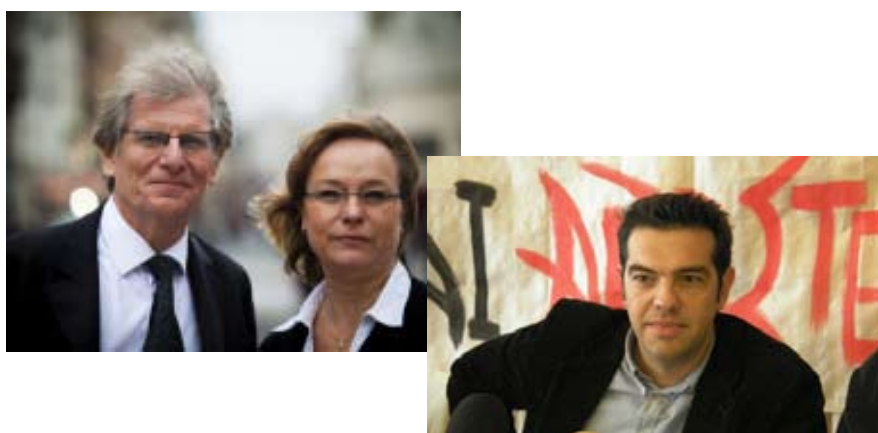
Une intervention étrangère justifierait de la part des autorités un surcroît de violence, l'usage d'armes plus lourdes, des arrestations plus massives, probablement une fuite en avant dans la violence, dont les Syriens seraient les premiers à payer le prix. Sur le plan politique, de plus, il me semble à peu près acquis que cela entraînerait une division du pays, un peu sur le mode libyen, que l'on constate depuis plusieurs mois et d'une manière qui s'approfondit semaine après semaine. Et la fragmentation d'un pays dans une région aussi sensible et explosive que le Proche-Orient aurait des conséquences sur le voisinage potentiellement extrêmement dangereuses. »

● dossier établi par **Michèle Kiintz**

(2) http://www.lemonde.fr/proche-orient/chat/2012/03/14/syrie-quelle-intervention_1667843_3218.html

Communiqué

De Patrick Braouezec à Alexis Tsipras



Dimanche 17 juin auront lieu simultanément deux élections dans l'Union européenne : le second tour des élections législatives en France et les élections législatives grecques.

En Grèce, l'affrontement entre les forces austéritaires et la coalition Syriza constitue un événement inédit. **Une victoire de Syriza contre les libéraux et les sociaux-libéraux ouvrirait un espoir pour toute l'Europe.** En effet, soit nous changeons de logique, soit nous restons prisonniers du capitalisme et l'avenir sera sombre.

En France, le Parti socialiste, par ses incessants appels au "vote utile", entend conquérir une majorité absolue afin de pouvoir mettre en œuvre le programme de François Hollande. Quels que soient les résultats du second tour, les autres forces de gauche seront très affaiblies à l'Assemblée nationale. Au mieux, le Front de gauche - dont nous souhaitons

l'élection de tous les candidats présents au second tour - et Europe Ecologie les Verts obtiendront chacun un groupe, à la faveur d'un éventuel changement du règlement de l'Assemblée.

Dans ce contexte et à l'heure où le Président de la République presse le peuple grec de céder aux injonctions de l'Union européenne, **le maintien de Patrick Braouezec au second tour dans la 2^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis**, où son seul concurrent est un candidat du PS, **envoie un signal fort.**

Au-delà des considérations locales et du choix délibéré du PS de faire du Front de gauche son adversaire principal en Seine-Saint-Denis, il exprime **trois exigences** :

- que la gauche de résistance et d'alternative reconquiert une authentique autonomie par rapport à un PS résigné aux politiques d'austérité,
- que le Front de gauche devienne une force politique ouverte à la participation

de toutes celles et tous ceux qui le souhaitent,

- qu'une dynamique de réflexions et d'actions conduite au profond renouvellement dont la gauche d'alternative a besoin.

En France, en Grèce et dans toute l'Europe, la question posée est de construire une alternative sociale, écologique et démocratique. **Les Communistes unitaires, avec la Fédération pour une alternative sociale et écologique, sont totalement engagés avec Patrick Braouezec pour refonder une gauche qui ne lâche rien.**

Saint-Denis, le 14 juin 2012

contact.comunistes.unitaires@gmail.com



Voir également www.comunistesunitaires.net rubrique "Élections"

Pour des maisons d'arts et d'éducation populaire

Nous devrions tirer deux conclusions de cette phase électorale :

- le recul historique de la compréhension des enjeux politiques et de la conscience de notre force citoyenne. Ce recul s'accompagne d'une montée conjointe de l'abstention, de comportements consuméristes et d'un vote néo-fasciste.

- d'autre part monte le sentiment qu'une mobilisation construite autour de l'intelligence peut s'ancrer dans toutes les classes sociales et ouvrir ainsi la porte vers une nouvelle conception du moment électoral.

De nombreux verrous devront sauter pour passer de la délégation à l'émancipation citoyenne. L'un d'entre eux est l'inconscience collective de notre commune humanité. En d'autres termes, nous souffrons de ne pas connaître nos chaînes et surtout les plaisirs de les voir disparaître. Cet enjeu devient central pour passer à une nouvelle étape d'une démocratie sociale. Nous devons donc oeuvrer à multiplier les espaces où non seulement la compréhension citoyenne des dominations puisse grandir mais aussi où des expériences en actes du plaisir de construire en commun aient réellement lieu.

Le champ des arts et de l'éducation populaire sont pour moi le meilleur levier pour passer à l'acte. Je pense que nous pourrions par exemple aider à l'invention de maisons, de lieux qui puissent porter cette double volonté de faire circuler un savoir vivant sur notre société, nos entreprises, notre planète mais où l'on puisse être en prise avec la création et la pratique artistique. Ces lieux existent déjà pour certains. Ils doivent mêler proximité et qualité, bénévolat et professionnalisme, le meilleur de la tradition militante et culturelle. Ces espaces sont en quelque sorte le chaînon manquant de

la décentralisation culturelle. Ils pourraient permettre une présence permanente d'artistes sur des territoires, la multiplication de moments de confrontation populaire avec le temps de la création, un nouvel ancrage des artistes au coeur du monde. Ils seraient aussi les lieux proches et à taille humaine qui manquent souvent pour donner sens, au quotidien, aux actions du secteur dit "socio-culturel". Ils pourraient également devenir des lieux relais entre ces 3 missions trop longtemps scinder que sont la culture, l'école et l'éducation populaire.

La force de ce projet concret doit reposer sur une mobilisation locale qui puisse unir les militants associatifs, culturels mais aussi syndicaux et politiques. Sa force repose aussi dans son aspect réalisable : pas besoin de budgets pharaoniques, il faut mettre des énergies en commun (collectivités, artistes, ministères...).

Les militants d'une gauche de gauche devraient porter sans honte à l'échelle locale la fondation de telles maisons. Elles poseraient à leur manière des questions centrales au coeur de la vie citoyenne : comment partager la connaissance et l'accès à la vie artistique? Où trouver les budgets pour leurs réalisations? Pourquoi diviser les temps et lieux de la vie associative, syndicale, artistique et politique? Et enfin, pourquoi être humain si ce n'est pour le plaisir de la rencontre autour d'un moment de débat, de fête ou d'émotion poétique?

Peut-être une bonne méthode pour faire reculer la peur du voisin et avancer l'idée que la réalité puisse être transformée ?

● Laurent Eyraud-Chaume

Assises des collectifs d'audit citoyen

Paris - 23 juin



Journée militante et festive

- Réunion le matin des collectifs locaux à Paris à la Bourse du travail (29 boulevard du Temple) pour faire le point sur la mobilisation et discuter des perspectives : tribunal européen de la dette fin 2012, suites de l'audit des collectivités locales, travail d'expertise citoyenne, mobilisation contre le Pacte budgétaire, actions de solidarité européenne...

- Deux tables rondes l'après midi : la première sur le collectif, l'audit et ses perspectives, et la seconde sur le Pacte budgétaire, avec les économistes atterrés.

Grand meeting-apéritif « Contre l'austérité en Europe, solidarité avec le peuple grec ! »

à la rotonde de Stalingrad (vers 18h), avec des interventions de militants grecs mobilisés contre l'austérité de musiciens et d'artistes

Le 17 juin, les Grecs se rendront aux urnes avec, pour la première fois depuis le début de la crise, la perspective d'une victoire d'une gauche anti-austérité. Face à cette perspective, une campagne de désinformation et d'intimidation a été déclenchée aussi bien à l'intérieur du pays qu'au niveau européen : on voudrait faire croire au peuple grec qu'il doit choisir entre l'austérité ou le chaos.

Le rejet du programme d'austérité serait au contraire porteur d'un espoir : celui d'une rupture avec les politiques "austéritaires" qui mènent l'Europe toute entière dans la crise économique et sociale. En France, en Grèce, et dans toute l'Europe, cette rupture est possible et nécessaire, malgré toutes les intimidations et pressions de ceux qui veulent défendre à tout prix un système néolibéral en faillite.

Nous sommes tous grecs ! <http://www.audit-citoyen.org/?p=2474>

Pour une Méditerranée libre, solidaire et sans morts en mer

Soutenez "Boats 4 people"



Boats 4 People est une coordination internationale d'organisations méditerranéennes, européennes et africaines qui s'est constituée pour mettre fin aux morts aux frontières maritimes de l'Union européenne et pour défendre les droits des migrant-e-s en mer.

« La Méditerranée est un lieu de passage vers l'Europe pour de nombreuses personnes en quête d'une vie meilleure ou dont le départ est la condition de leur

survie. Certaines d'entre elles sont secourues en mer dans des circonstances dramatiques, seulement pour se retrouver enfermées ou expulsées à leur arrivée. Mais dans la plupart des cas, les boat-people en détresse en mer sont laissés à la dérive ou interceptés et refoulés vers des pays de la rive sud de la Méditerranée.

Face à cette situation, les migrant-e-s du camp de Choucha ou des centres de détention italiens protestent contre les atteintes à leurs droits. Les familles de Tunisiens disparus en mer ont manifesté en Tunisie et en Italie pour demander des comptes aux gouvernements et savoir enfin ce qu'il était advenu de leurs proches. De leur côté les gouvernements européens et africains continuent de transgresser les conventions internationales concernant l'obligation inconditionnelle d'assistance et de secours en mer ainsi que le droit d'asile et à la protection internationale. Cela dans une impunité presque totale. »

Plus d'information pour agir avec Boats 4 people et soutenir les actions financièrement : www.comunistesunitaires.net, rubrique "Monde"

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de Cerises: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr

